



Réputation

L'ISO est en voie d'acquérir une image publique et une réputation nouvelles. Les implications de cette évolution ont été explorées lors de la première Conférence ISO pour le travail en réseau, organisée en novembre 2001 à Prague, République tchèque. Elle a réuni les professionnels de l'information, du marketing, de la communication et de la formation des instituts nationaux de normalisation qui constituent les membres de l'ISO.

Dans le monde des affaires, la réputation peut être décisive pour l'achat. Dans le contexte de l'ISO, la réputation de l'organisation peut encourager à «adhérer» au système de l'ISO, ce qui lui permet d'augmenter son influence du fait de la reconnaissance, par les institutions internationales et les organisations commerciales, de son rôle fondamental, et de gagner de nouveaux clients pour ses services d'élaboration des normes. L'année 2001 a été riche en exemples.

- développer un système d'échanges libre et équitable à l'échelle mondiale;
- appuyer les efforts des pays en développement pour participer à ce système;
- améliorer les performances environnementales des entreprises et combattre le changement climatique;
- encourager de nouveaux développements technologiques et commerciaux, sources de valeur ajoutée; et
- veiller à ce que les intérêts des différents groupes de protagonistes, de l'industrie aux gouvernements en passant par les consommateurs, les personnes âgées et les handicapés, soient pris en compte.



La marque ISO

L'ISO a été créée en 1947 dans le but de fournir un cadre pour l'harmonisation des normes techniques des pays industrialisés. Aujourd'hui, le nom « ISO » est devenu une marque reconnue sur le plan international. Si les normes ISO continuent d'apporter des solutions aux problèmes techniques touchant à une variété impressionnante de secteurs économiques, on reconnaît aussi et de plus en plus le mérite de l'effet de levier qu'elles exercent dans les questions d'ordre économique et social au sens large, notamment :

Un accueil chaleureux à Sydney et en Australie de la part du Président de Standards Australia, d'une Déléguée de la jeunesse au centenaire de la Fédération d'Australie 2001, et de l'Adjointe au Lord-maire de Sydney. Le Président de l'ISO a accueilli les membres de l'ISO du monde entier à la 24^e Assemblée générale, qui se réunissait pour la première fois en Australie. « C'est un honneur pour nous que de faire partie des manifestations qui marquent cette année où le pays commémore le centenaire du Commonwealth d'Australie, » a-t-il déclaré.

De gauche à droite: M. Ross Wraight, Directeur général de Standards Australia et Vice-président de l'ISO (gestion technique); M. George Edwards, Président de Standards Australia; M. Mario Cortopassi, Président de l'ISO; M^{me} Hayley Eves, Déléguée de la jeunesse au centenaire de la Fédération d'Australie; M. Lawrence D. Eicher, Secrétaire général de l'ISO; et M^{me} Lucy Turnbull, Adjointe au Lord-maire de Sydney.



L'ISO et le système global des échanges commerciaux

Tout au long de 2001, le Président de l'ISO, M. Mario Cortopassi, a souligné à quel point il était convaincu de la nécessité d'efforts accrus pour harmoniser et promouvoir un cadre mondial de l'évaluation de la conformité qui permettrait de concrétiser son «rêve 1-1-1»: «une norme, une vérification de conformité, une certification, acceptées partout.»

Il a indiqué qu'à cet égard l'ISO était en phase avec l'OMC: «Lors du deuxième examen triennal des Accords de l'OMC sur les Obstacles techniques au commerce, l'ISO a été en mesure de démontrer qu'elle met pleinement en œuvre les six principes développés par le Comité OTC à l'intention des organismes internationaux à activités normatives.

«L'ISO s'attachera à renforcer le partenariat avec l'OMC, ainsi qu'avec d'autres institutions, et à œuvrer avec les autorités publiques, nationales et les organisations internationales, à soutenir l'évolution de l'infrastructure de normalisation et d'évaluation de la conformité dont le marché mondial a besoin.»

Le partenariat étroit entre l'OMC et l'ISO a été démontré lors de l'Assemblée générale de l'ISO à Sydney, en Australie. Dans une présentation vidéo adressée aux membres de l'ISO, le Directeur général de l'OMC, M. Mike Moore, a reconnu la contribution significative de l'ISO à la facilitation du commerce international et à l'élimination des obstacles techniques.

Au programme de cette Assemblée générale, accueillie par Standards Australia, figuraient deux sessions spéciales consacrées au changement climatique et au management du risque illustrant la préoccupation de l'ISO pour les sujets à l'échelle de la planète.

L'ISO et les pays en développement

L'un des six principes du Comité OTC de l'OMC prévoit d'agir concrètement pour aider les pays en développement à prendre part à l'élaboration des normes internationales. Il ne s'agit pas là d'une préoccupation nouvelle pour l'ISO puisque son Comité pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO), le premier en son genre établi par une organisation internationale de normalisation, a célébré son 40^e anniversaire en 2001.

Parti d'une poignée d'instituts de normalisation, le DEVCO compte aujourd'hui plus de 100 pays membres, tant des pays en développement que des pays développés, ce qui donne la mesure des efforts déployés par l'ISO pour aider les membres des pays en développement à établir et à mettre à niveau leurs infrastructures de normalisation afin de faciliter leur participation au commerce international et leur intégration dans l'économie mondiale.

Le DEVCO établit des plans triennaux qui incluent des programmes de formation, des manuels, des séminaires, des partenariats, des bourses ainsi que d'autres types d'activités. Le Programme 2001-2003 consacre une attention particulière au renforcement des capacités en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) des membres de l'ISO de ces pays, en insistant sur la formation des formateurs. Les pays bénéficiaires, en 2001, étaient l'Égypte,



Le Programme de l'ISO pour les pays en développement 2001-2003 consacre une attention particulière au renforcement des capacités en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) des membres de l'ISO de ces pays, en insistant sur la formation des formateurs.

l'Éthiopie, la Jordanie, le Maroc, la Palestine et la Tunisie.

Le groupe d'étude de l'ISO créé par le Bureau de gestion technique de l'ISO (TMB) est une autre initiative lancée en 2001. Ce groupe, qui comprend des représentants du DEVCO, a pour but d'accroître la participation des pays en développement dans les travaux d'élaboration des normes de l'organisation. « Avec la mondialisation de l'économie, il est fondamental que ces pays contribuent de manière importante à la rédaction, à la mise en œuvre et à l'application de Normes internationales, si nous voulons un commerce mondial équitable et ouvert », a expliqué le président du groupe d'étude, M. Fabio Tobón.

Dans le cadre de ses efforts visant à aider ces pays, l'ISO collabore également avec d'autres organisations internationales, comme elle l'a fait dans le courant de 2001 dans le cadre du Projet Méditerranée 2000. Ce projet a pour objet de stimuler la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement du bassin méditerranéen et de la Corne de l'Afrique. L'ISO participe à ce projet au côté de quatre autres institutions internationales : l'OIT (Organisation internationale du travail), le CCI (Centre du commerce international), la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel).



L'ISO, l'environnement et le changement climatique

Le thème de la Journée mondiale de la normalisation 2001 était « L'environnement et les normes – un même chemin ». L'ISO, qui est engagée dans ces questions depuis plus de 30 ans, a constitué au fil du temps un important portefeuille de normes sur les aspects environnementaux, notamment dans les domaines de l'échantillonnage, des essais, des méthodes analytiques, afin de traiter de problèmes cruciaux tels que la qualité de l'air, de l'eau et du sol, et les émissions dues aux gaz d'échappement des véhicules routiers.

Pour compléter ces instruments spécifiques, l'ISO a publié en 1996 les premières normes relatives aux systèmes de management environnemental (SME) de la série ISO 14000, qui offre une démarche stratégique. Les normes ISO 14000 fournissent une structure, une méthodologie et des outils pratiques destinés à aider les organisations de tout

L'affiche de la Journée mondiale de la normalisation 2001 a été conçue par Carla Fátio, peintre et professeur d'art brésilienne.





Les rédacteurs de Normes internationales doivent soigneusement prendre en compte les interactions entre l'industrie, le gouvernement et la société.



type, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, à réduire

les effets négatifs de leurs activités sur leur environnement et à améliorer constamment leurs performances environnementales. Le 10^e cycle de l'Étude ISO sur la certification ISO 9000 et ISO 14000 montre que l'adoption initiale sur le plan mondial de la norme ISO 14001 est d'ores et déjà plus élevée que celle enregistrée pour l'ISO 9000, qui l'a précédée pour le domaine du management de la qualité.

L'ISO 14001, qui spécifie les exigences applicables à un SME et en fonction desquelles le système peut être audité et certifié, est de loin la norme la plus connue de l'ISO/TC 207. La famille de normes ISO 14000 compte pourtant à ce jour 20 normes. La philosophie fondamentale est que l'importance du SME est centrale pour les entreprises et organismes et que les autres normes sont destinées à appuyer des éléments spécifiques de la politique environnementale de l'entreprise. Pour aider les utilisateurs à comprendre les différentes normes et pouvoir en tirer le meilleur parti, l'ISO a publié en 2001 une édition mise à jour et améliorée du Manuel 10 – *Management environnemental et ISO 14000* qui a connu un beau succès.

La famille ISO 14000 s'est agrandie en 2001 avec l'ISO 14015, *Évaluation environnementale de sites et d'organismes*. La nécessité d'évaluer les conséquences environnementales des activités économiques

est de plus en plus fréquente dans une vaste gamme de situations, notamment en ce qui concerne la conformité à la législation, la lutte contre la pollution, l'amélioration de la performance environnementale, l'évaluation du risque, l'obtention de prêts et d'assurances, l'évaluation de la propriété, de même que lors d'acquisitions et de fusions. L'ISO 14015 facilitera donc un large éventail de transactions commerciales, tout en favorisant le respect de l'environnement.

La portée de la normalisation dans le domaine environnemental a fait de l'ISO un acteur indispensable dans les efforts internationaux visant à traiter du changement climatique. Le TMB a créé un groupe ad hoc (AHGCC) chargé spécifiquement d'agir en tant que point focal pour les interactions entre l'ISO et le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Initiative technologie et climat (CTI) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

L'AHGCC a compilé une base de données préliminaire de normes ISO potentiellement applicables aux changements climatiques. Cette base de données fait référence à 17 comités techniques et 37 sous-comités et groupes de travail, dont les activités peuvent être utiles pour des applications liées au changement climatique. Actuellement, l'accent est surtout placé sur l'évaluation du rôle potentiel de l'ISO dans le développement d'approches normalisées visant à établir des lignes directrices relatives aux gaz à effet de serre, et en matière de surveillance, de mesure et de vérification.



Systèmes de transport intelligent – des normes préparent la voie vers l'avenir

L'ISO continue, par le biais de différentes initiatives, d'améliorer l'interface de ses programmes de normalisation avec les exigences du marché dans certains secteurs spécifiques de l'industrie. En 2001, l'ISO a connu à cet égard un important succès avec la conférence «Systèmes de transport intelligent – Pilotage des futures normes», organisée par l'ISO et ses partenaires la CEI (Commission électrotechnique internationale) et l'UIT (Union internationale des télécommunications).

On mesure toujours plus nettement à quel point la normalisation, entreprise à une phase précoce dans les nouveaux secteurs d'activités et développements technologiques, par exemple dans le cas des systèmes de transport intelligent (STI), peut être source de valeur ajoutée et de retombées profitables pour tous, grâce au «déploiement précoce» de la compatibilité et de l'interopérabilité, même entre des produits concurrents présentant des avantages pour les vendeurs comme pour les clients.



La conférence STI a été suivie par quelque 80 experts représentant, du côté du secteur privé, des entreprises comme Motorola, Siemens et General Motors et, du côté du secteur public, des organismes gouvernementaux tels que le Département des transports des États-Unis, la Commission européenne et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU). Cette participation de

haut niveau a donné lieu à des débats qui ont aidé à mettre en lumière un certain nombre d'objectifs communs et fait ressortir les divergences dans les perspectives, soulignant les efforts de normalisation entrepris dans le domaine des STI aux États-Unis, en Europe et au Japon.

Selon M. Gerd Teepe, chef du Laboratoire d'architecture des systèmes automobiles de Motorola, «l'ISO pourrait servir de pilote du processus de normalisation des STI et établir un consensus entre le public, les entreprises et les administrations. Le pilotage de ce processus est une tâche difficile et l'ISO est l'organisme idoine pour prendre l'initiative de la mise en route d'un tel processus et en assurer la vitesse de croisière.»

Secteur automobile – des ensembles de normes complets

En 2001, l'ISO/TC 22, *Véhicules routiers*, a publié plus de 50 normes, portant son portefeuille total à quelque 500 normes. Mais d'autres comités techniques répondent également aux exigences de l'industrie automobile. Ceci illustre un point fort, riche en valeur ajoutée, du système de l'ISO, à savoir son aptitude à produire des ensembles de normes complets pour des secteurs spécifiques de l'économie.

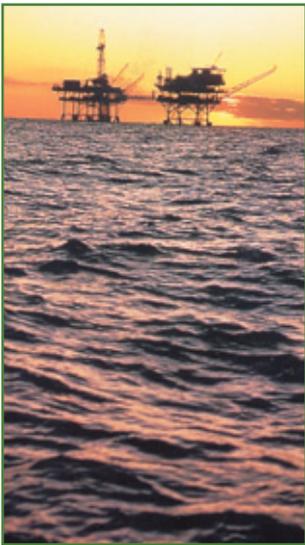


Les normes relatives à ce secteur contribuent à créer des véhicules plus sûrs, moins polluants et moins gourmands. En outre, des normes accompagnant le développement de nouveaux produits peuvent aider à mieux organiser la communication entre les fabricants et les instances de réglementation, ce qui présente un intérêt économique pour les premiers et des avantages au niveau de la santé publique et de la sécurité pour les seconds.



L'industrie du pétrole et du gaz – le partenariat permet de réduire les coûts et d'augmenter la sécurité

Un autre exemple de collaboration réussie en 2001 entre l'ISO et un secteur industriel a été le lancement du bulletin de l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (OGP), *International Standards Bulletin*, afin de promouvoir l'utilisation au plan mondial de normes ISO et CEI pour le secteur. À la fin 2001, l'ISO/TC 67, *Matériel, équipement, structures en mer pour les industries du pétrole et du gaz naturel*, comptait déjà plus de 70 normes à son actif.



Ces normes devraient être mises en œuvre dans le monde entier dans les domaines du pétrole et du gaz, pour remplacer les normes industrielles, les normes nationales et les spécifications d'entreprise.

« Pour l'industrie, ces normes permettront de réduire les coûts et les délais de livraison et faciliteront le commerce extra-national », a déclaré l'OGP dans son Bulletin. « Pour les autorités réglementaires, les normes appuient l'établissement d'objectifs et de règlements fonctionnels, tout en permettant d'atteindre des niveaux plus élevés de sécurité, au travers d'une meilleure conception. »

Bouteilles à gaz – une nouvelle norme facilite la croissance d'un marché des transports novateur

L'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC) comme carburant se répand rapidement, tant pour des raisons économiques que pour réduire la pollution de l'air. La croissance du marché des véhicules au GNC présente à l'industrie des bouteilles à gaz haute pression: un nouveau défi – comment fabriquer des bouteilles plus légères, moins chères et plus sûres que les modèles destinés à l'industrie.

Pour relever le défi, l'ISO/TC 58, *Bouteilles à gaz*, a mis en chantier l'ISO

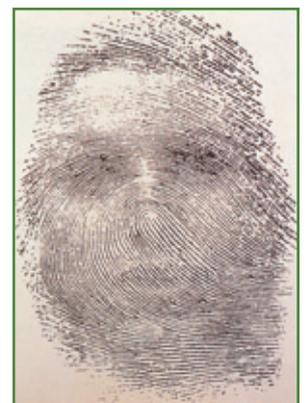
11439, norme fondée sur 20 ans d'expériences qui ont permis des progrès significatifs dans la qualité des matériaux et des systèmes de production, y compris la fabrication informatisée et les techniques des essais non destructifs. Il en est résulté une norme qui définit les paramètres de sécurité et de performance des bouteilles à gaz GNC pour le marché de l'automobile, sans pour autant prescrire leur conception par les fabricants. Cette démarche favorise l'expansion du GNC en tant que carburant de véhicules automobiles tout en encourageant l'innovation et une saine concurrence entre fabricants, au profit des utilisateurs.

La recherche d'une énergie plus propre et économique est stimulée par une nouvelle norme sur les turbines à gaz

La technologie des turbines à gaz, en progrès rapide, a permis d'économiser l'énergie tout en réduisant significativement les émissions de gaz d'échappement, faisant de ces turbines une source d'énergie séduisante. La nouvelle version de l'ISO 3977, une norme relative à l'acquisition des turbines à gaz, facilitera leur dissémination. Le concept sous-jacent à la norme, élaborée par l'ISO/TC 192, est de ne pas prescrire à l'industrie comment concevoir une turbine à gaz, mais de spécifier les caractéristiques que la plupart des clients attendent d'une installation d'énergie, fournissant ainsi un cadre pour la discussion entre fabricant et client.

Une sécurité accrue par des contrôles d'identification fiables

La sécurité aérienne n'est qu'une des applications de l'identification personnelle fondée sur des mécanismes biométriques. Ces mécanismes, qui incluent notamment le scannage de l'iris, l'imagerie numérique du doigt et la reconnaissance faciale, permettent de mesurer des caractéristiques physiologiques et/ou comportementales pour vérifier l'identité d'une personne. L'ISO/CEI 7816-11, *Cartes d'identification – Cartes à circuit(s) intégré(s) à contacts – Vérification*



personnelle par méthodes biométriques, est élaborée par l'ISO/CEI/JTC 1, *Technologies de l'information*, comme une norme indépendante des applications, qui définit des commandes et des objets de données interindustriels convenant à divers types d'applications utilisant une identification biométrique des utilisateurs.

Traçabilité des animaux par l'identification électronique

Les maladies qui ont décimé les troupeaux et les récits du commerce illicite des animaux domestiques ont fait ressortir tous les avantages que procurent l'identification et la traçabilité. Mais avec un cheptel de quatre milliards de têtes et avec 200 millions d'animaux domestiques dans le monde, le problème est potentiellement gigantesque. L'ISO 11784, *Identification des animaux par radiofréquence – Structure du code*, contribue à une solution: l'identification électronique.



Des transpondeurs contenant un numéro d'identification unique sont précocement injectés, sans douleur, aux animaux. Dès cet instant, l'animal peut être identifié à distance au moyen de signaux de radiofréquence permettant d'interroger et de répondre. L'ISO 11784, élaborée par l'ISO/TC 23, précise la structure du code à 64 bits pour l'identification électronique des animaux.

Protéger les opérateurs de machines dans l'industrie textile

L'ISO 9902 fournit un code d'essai acoustique complet pour le matériel destiné à l'industrie textile. Cette industrie emploie des machines à composants lourds qui exécutent des mouvements de va-et-vient à vitesse élevée en produisant des niveaux de bruit élevés. Le code, élaboré par l'ISO/TC 72, garantit la répétabilité des essais des émissions sonores. Il permettra aux fabricants de déclarer les niveaux sonores de leurs machines, aux utilisateurs de vérifier ces déclarations et permettra aussi d'évaluer l'exposition au bruit sur le lieu de travail.

Optimiser les systèmes de management des navires

De nouveaux systèmes de management des navires fondés sur les technologies de l'information sont déployés en permanence. Cette situation menace de créer des «îlots d'information» causant des problèmes d'interopérabilité entre systèmes de vendeurs ayant leurs propres bases de données et protocoles.

L'ISO 15849, *Navires et technologies maritimes – Lignes directrices pour la mise en œuvre d'un système de management d'une flotte par réseau*, dissipe la brume en fournissant aux utilisateurs – propriétaires et exploitants de navires – un ensemble de principes pour les systèmes de management à bord ou de management d'une flotte par réseau, applicables aux diverses fonctions indépendamment de la technologie employée. La norme, qui est l'œuvre de l'ISO/TC 8, permettra aux propriétaires de navires de tenir à jour leur système au fil des changements technologiques rapides, et d'y ajouter de nouvelles fonctions sans avoir à remplacer le système entier.



Faire passer le bon message

Si une image vaut mille mots, elle se prête également à mille interprétations. Cela peut s'avérer acceptable pour tout ce qui touche à l'art, mais lorsqu'un symbole graphique destiné à communiquer, par exemple, une information relative à la sécurité ne fait pas passer le bon message, les conséquences risquent d'être graves.



Aussi l'ISO/TC 145 a-t-il élaboré l'ISO 9186, *Symboles graphiques – Méthodes d'essai pour la compréhensibilité estimée et la compréhension*. La norme propose un protocole composé de deux essais : un essai de jugement de compréhensibilité et un essai de compréhension. Cette méthode permet de déterminer les symboles qui conviennent le mieux pour communiquer efficacement le message voulu.

Enfin, cerise sur le gâteau...

La série ISO 9000 des normes relatives aux systèmes de management, qui a largement contribué à ajouter à la réputation de l'ISO une dimension liée à l'entreprise, a



continué d'offrir en 2001 une plate-forme pour de nouveaux développements. L'ISO 15161, *Lignes directrices relatives à l'application de l'ISO 9001:2000 aux industries de l'alimentaire et des boissons*, et l'IWA 1, *Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour l'amélioration des procédés dans les organisations des services de santé*, ont généré un flux régulier de demandes de renseignements dès leur publication, signe qu'en les développant, l'ISO avait bien identifié les besoins réels du marché.

Par « IWA », on entend un « Accord industriel d'atelier », l'une des nouvelles alternatives offertes par l'ISO à l'élaboration de Normes internationales pour les cas où la rapidité de l'élaboration et de la publication est prioritaire.

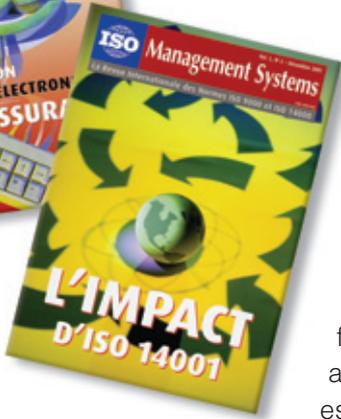
Une autre norme très attendue, publiée en 2001 sous forme de projet, est l'ISO 19011, *Lignes directrices relatives aux audits de systèmes de management qualité et/ou environnemental*. Tirant parti de l'expérience en matière d'audit des systèmes de management ISO, la norme remplacera six normes existantes dans les familles ISO 9000 et ISO 14000. Elle aidera les organisations utilisatrices à optimiser leurs systèmes de management, à faciliter l'intégration du management de la qualité et du management environnemental et, par un audit unique des deux systèmes, sera source d'économies et permettra de moindres interruptions du travail des unités auditées.

Les deux familles de normes ISO relatives aux systèmes de management sont utilisées dans le monde entier par des organismes de tous types et tailles. En 2001, l'ISO a publié des critères pour évaluer les demandes de nouvelles normes de ce type, sous la forme du Guide ISO 72, *Lignes directrices pour la justification et le développement de normes relatives aux systèmes de management*.

Le document donne des directives pour évaluer le besoin de nouvelles normes et les coûts économiques et sociétaux de leur mise en application. Il donne aussi des indications sur le processus de justification et d'approbation de nouveaux projets de normes, afin de favoriser une prise de décision bien informée.

Le Guide 72, destiné à améliorer l'interface entre les comités de normalisation et les secteurs du marché qu'ils servent, favorise un usage optimal des ressources en élaborant uniquement des normes de systèmes de management correspondant à une exigence claire du marché.





2001 a vu le lancement, par l'ISO, d'une nouvelle revue en couleur, *ISO Management Systems – La revue internationale des normes ISO 9000 et ISO 14000*, qui remplace *ISO 9000 + ISO 14000 News*. Elle paraît six fois par an dans des éditions en français, en anglais et en espagnol.





L'ISO et les parties prenantes de l'ISO

La voix du consommateur

La principale contribution aux normes ISO provient des secteurs de l'économie qui les demandent et qui supportent le coût de leur élaboration en déléguant des experts pour participer aux travaux. Toutefois, de nombreuses normes ISO affectent la société dans son ensemble et l'ISO tient à encourager un apport plus important d'autres groupes de parties prenantes, comme les associations de consommateurs. À cet égard, le Comité de l'ISO pour la politique en matière de consommation, le COPOLCO, oeuvre activement à développer et à communiquer des orientations sur les besoins de normalisation des consommateurs.

C'est en effet le COPOLCO qui a identifié le besoin de Normes internationales futures relatives aux services, secteur qui réalise la plus grande partie du PNB dans de nombreux pays et qui gagne en importance dans le commerce mondial. Alors que les normes nationales et régionales sur les services abondent, la normalisation internationale n'a pas encore décollé. Sans se laisser décourager, le COPOLCO a organisé une journée d'étude en 2001 à Oslo, Norvège, pour examiner les obstacles et identifier les mesures pratiques qui permettront de les franchir. À suivre...

Après des travaux préliminaires du COPOLCO, l'ISO et sa partenaire la CEI ont publié le Guide 71, *Principes directeurs dans la normalisation pour répondre aux besoins des personnes plus âgées et celles ayant des incapacités*.

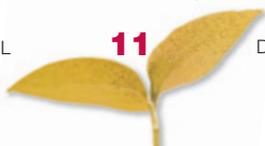
«La prédominance et la complexité croissantes de la technologie dans la vie quotidienne présentent à la fois des opportunités et des défis,» a déclaré M. Makoto Kikuchi, le président du groupe technique consultatif ad hoc sur les personnes âgées et les handicapés. «Si ces personnes doivent avoir les mêmes chances de participer à la vie sociale, nous devons améliorer l'accessibilité des produits, services et environnements...»

«Les fabricants découvriront que ce guide les aidera à concevoir et à produire davantage de produits et de services utilisables par un plus grand nombre de personnes, à un coût supplémentaire faible ou nul. Pour les personnes plus âgées et celles ayant des incapacités, le guide devrait constituer une aide, par ses incidences sur les normes élaborées.»



En 2001, un autre événement montrant à quel point le COPOLCO est conscient des préoccupations des consommateurs, des questions sociales et du potentiel des normes ISO à créer une différence positive a été le lancement d'une étude de faisabilité sur des normes relatives à la responsabilité sociale des entreprises.

M. Nils Ringstedt, président du COPOLCO, a fait observer: «Les consommateurs sont toujours plus nombreux à s'inquiéter de



l'intégrité sociale des entreprises dans leurs opérations sur le marché mondial. Des Normes internationales ISO pourraient jouer un rôle utile en exposant des lignes directrices ou en étudiant des secteurs spécifiques où la définition de la conduite pourrait présenter de l'intérêt.»

La voix de l'utilisateur

La 10^e conférence de la Fédération internationale des utilisateurs de normes (IFAN), tenue en septembre 2001 à Berlin, Allemagne, avait pour thème «Le commerce mondial et la normalisation». Parmi les questions examinées figuraient les résultats d'une étude publiée par le DIN, l'Institut allemand de normalisation, qui confirmait l'utilisation et l'acceptation très large des Normes internationales par l'industrie. Selon les résultats de l'étude, 84 % des entreprises sondées utilisent des normes européennes et internationales dans le cadre de leur stratégie d'exportation.

Les participants à la conférence sont convenus que les normes, lorsqu'elles sont largement adoptées, sont un outil efficace du commerce mondial. Un ensemble unique et cohérent de normes accroît l'efficacité et l'expansion du marché, favorise le commerce international, encourage la concurrence et supprime les obstacles à l'accès au marché, permet la diffusion des technologies nouvelles, protège les consommateurs contre des produits peu sûrs et de mauvaise qualité et, notamment en électronique et dans les technologies de l'information, assure l'interopérabilité entre produits. En général, les normes harmonisées ouvrent de nouveaux marchés aux secteurs de l'industrie tournés vers l'exportation, favorisent les changements technologiques et contribuent fortement à la croissance économique.

Un des orateurs, M. Neil Reeve, de la compagnie pétrolière Shell, présentant sa vision de l'avenir de la normalisation, a prédit que «la plus grande valeur du système ISO est qu'il permet de passer à 'une norme mondiale' pour les milliers de normes de produits dont le monde a besoin» .

L'ISO: la voie vers l'avenir

En 2001, l'ISO a approuvé son Plan stratégique pour les années 2002-2004, s'engageant à suivre cinq stratégies principales:

augmenter la pertinence de l'ISO pour le marché,

renforcer l'influence internationale et la reconnaissance institutionnelle de l'ISO,

promouvoir le système ISO et ses normes,

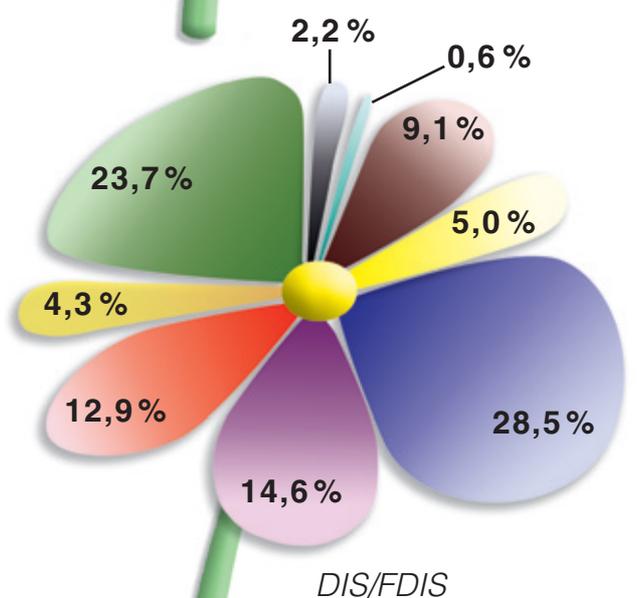
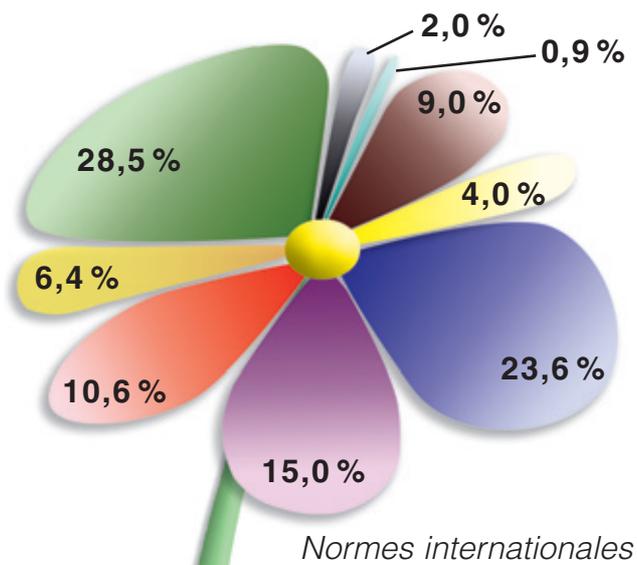
optimiser l'utilisation des ressources, et

soutenir les organismes nationaux de normalisation dans les pays en développement.

Le président de l'ISO, M. Mario Cortopassi, a donné sa vision de l'ISO aujourd'hui: «Les normes ISO sont devenues un cadre de référence incontournable pour tous les types d'activités économiques. En appliquant les valeurs centrales et les principes de l'ISO – application volontaire des normes, consensus, ouverture, transparence des procédures et représentation la plus large des intérêts nationaux – l'organisation a atteint avec son demi-siècle d'existence un niveau remarquable de reconnaissance institutionnelle.

«Au seuil du 21^e siècle, les courants économiques et sociaux dominants offrent de grandes possibilités à l'ISO pour construire et renforcer sa position en tant que principal organisme de normalisation internationale dans le monde.»

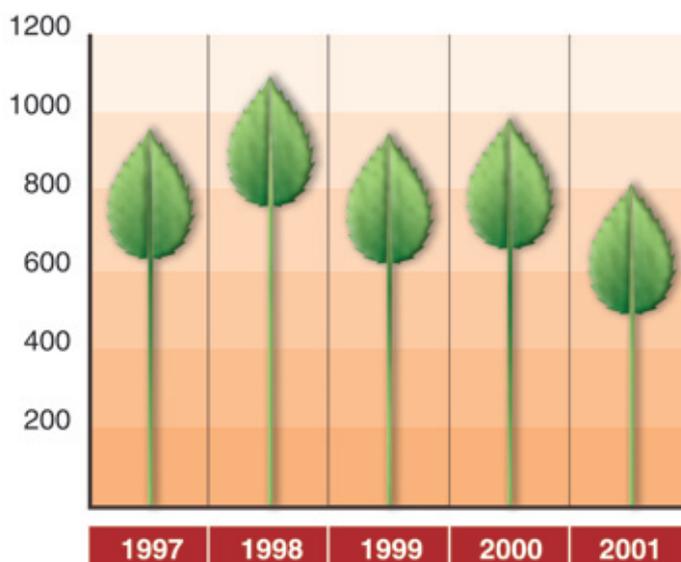
Portefeuille des Normes et projets de Normes internationales ISO par secteur technique à la fin 2001



-  Ingénierie
-  Technologies des matériaux
-  Santé, sécurité et environnement
-  Agriculture et technologie alimentaire
-  Généralités, infrastructures et sciences
-  Transport et distribution des marchandises
-  Technologies spéciales
-  Électronique, technologies de l'information et des télécommunications
-  Construction

Production annuelle

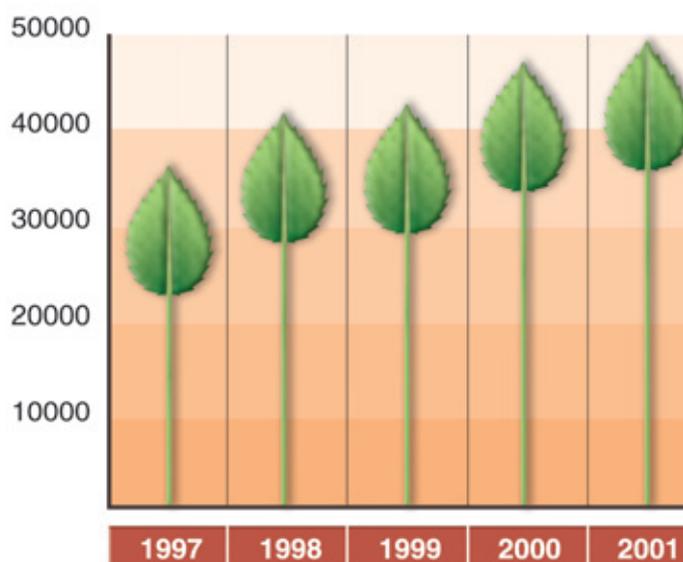
Normes publiées



En 2001, **813** Normes internationales nouvelles et révisées

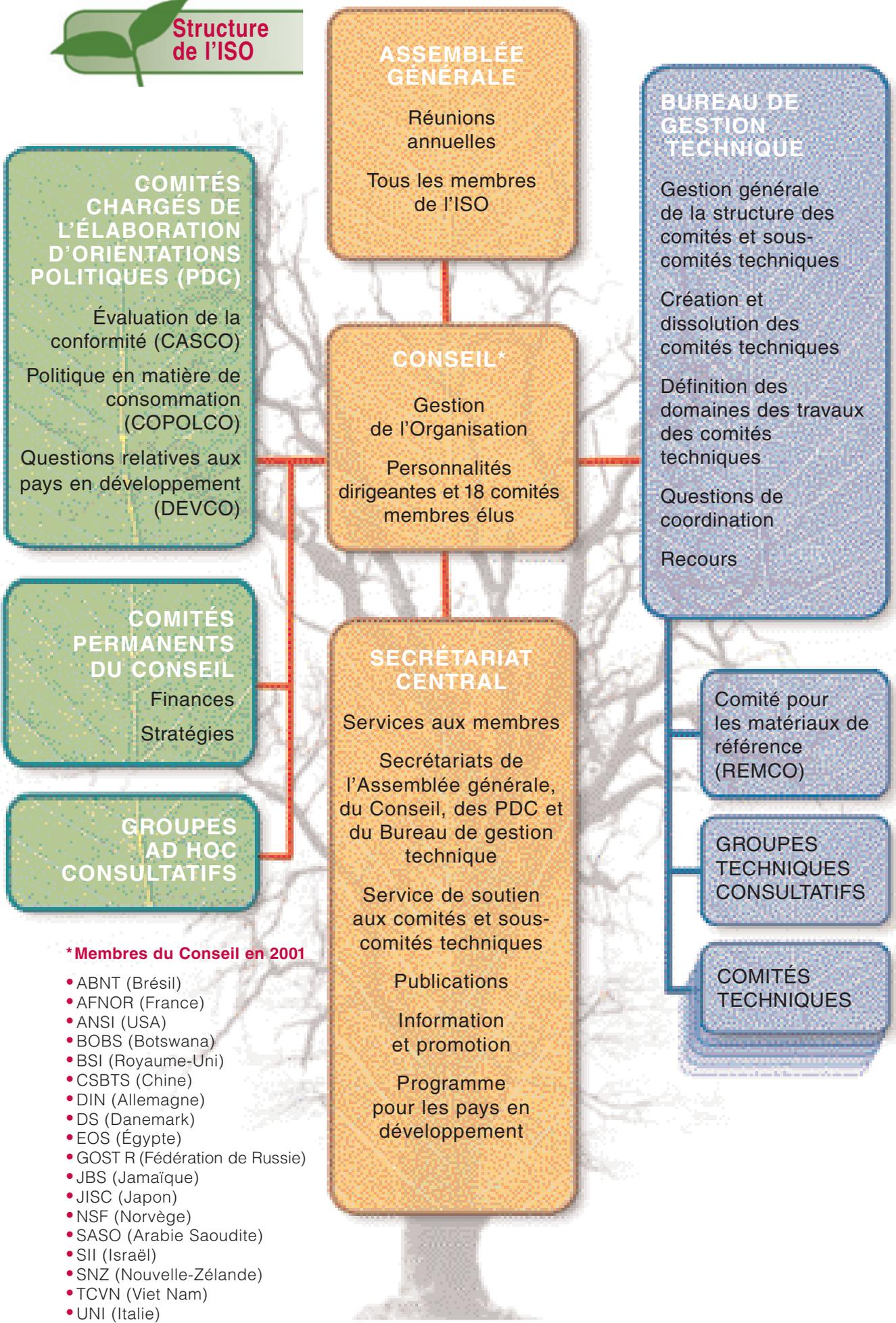
À la fin 2001, le portefeuille de l'ISO comptait **13 544** Normes internationales

Nombre de pages



En 2001, **49 795 pages**

Le nombre total de pages publiées fin 2001 s'élève à **430 608 pages** en anglais et en français (la terminologie est aussi souvent fournie en d'autres langues).



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Réunions annuelles
Tous les membres de l'ISO

CONSEIL*
Gestion de l'Organisation
Personnalités dirigeantes et 18 comités membres élus

SECRETARIAT CENTRAL
Services aux membres
Secrétariats de l'Assemblée générale, du Conseil, des PDC et du Bureau de gestion technique
Service de soutien aux comités et sous-comités techniques
Publications
Information et promotion
Programme pour les pays en développement

BUREAU DE GESTION TECHNIQUE
Gestion générale de la structure des comités et sous-comités techniques
Création et dissolution des comités techniques
Définition des domaines des travaux des comités techniques
Questions de coordination
Recours

COMITÉS CHARGÉS DE L'ÉLABORATION D'ORIENTATIONS POLITIQUES (PDC)
Évaluation de la conformité (CASCO)
Politique en matière de consommation (COPOLCO)
Questions relatives aux pays en développement (DEVCO)

COMITÉS PERMANENTS DU CONSEIL
Finances
Stratégies

GROUPES AD HOC CONSULTATIFS

Comité pour les matériaux de référence (REMCO)

GROUPES TECHNIQUES CONSULTATIFS

COMITÉS TECHNIQUES

- * Membres du Conseil en 2001**
- ABNT (Brésil)
 - AFNOR (France)
 - ANSI (USA)
 - BOBS (Botswana)
 - BSI (Royaume-Uni)
 - CSBTS (Chine)
 - DIN (Allemagne)
 - DS (Danemark)
 - EOS (Égypte)
 - GOST R (Fédération de Russie)
 - JBS (Jamaïque)
 - JISC (Japon)
 - NSF (Norvège)
 - SASO (Arabie Saoudite)
 - SII (Israël)
 - SNZ (Nouvelle-Zélande)
 - TCVN (Viet Nam)
 - UNI (Italie)



Personnalités dirigeantes

a été élu Président de l'ISO pour un mandat de deux ans à dater du 1^{er} janvier 2001. Chimiste de formation, M. Cortopassi est un industriel qui a connu une réussite remarquable dans les industries des textiles et des fibres synthétiques. Homme de métier, agissant sur les projets et la production, il a été membre de nombreux

Mario Cortopassi

Président – Brésil

groupes technologiques, industriels et commerciaux, assurant la présidence de certains d'entre eux. Il a été activement engagé dans la normalisation pendant trente ans.



Akira Aoki

Vice-président (questions de politique) – Japon

a été reconduit dans la fonction de Vice-président de l'ISO (questions de politique) pour un second mandat de deux ans, 2000-2001. Il est Président du Conseil du JISC pour l'ISO et Conseiller exécutif auprès de la Japanese Standards Association (JSA). Il a été Président du comité technique de l'ISO sur l'acier de 1981 à 1995; depuis 1986 il a représenté le Japanese Industrial Standards Committee (JISC) au sein des organes de gestion

de l'ISO et de groupes ad hoc à la direction de l'ISO. M. Aoki a largement contribué aux activités de recherche et de normalisation de l'industrie japonaise du fer et de l'acier; il a travaillé pendant plus de trente ans pour la Nippon Steel and Iron Corporation à des postes de direction et est membre honoraire permanent de l'Institut japonais du fer et de l'acier.



Ross Wraight

Vice-président (gestion technique) – Australie

a été nommé Vice-président (gestion technique) pour la période 2000-2001. En cette qualité, il occupe également la fonction de Président du Bureau de gestion technique. Il est Directeur général de Standards Australia International depuis février 1996. Avant d'entrer à la SAI, il a été en fonction en Australie pendant plus de 25 ans dans le monde des affaires, le secteur

bancaire et les services publics, en particulier à titre de conseiller économique et conseiller d'entreprise, ainsi que dans la gestion des services de santé, aux niveaux métropolitain et de l'État. Il est actuellement membre du Conseil d'administration de Quality Assurance Services, d'AQQA Ltd.-London (Royaume-Uni) et de Loomis Saylas Australia.



Pierre Amsler

Trésorier – Suisse

a été reconduit dans la fonction de Trésorier de l'ISO pour un second mandat de trois ans, 1999-2001. Il est actuellement Président de Amsler & Bombeli S.A., un bureau d'ingénieurs civils et de géotechnique qu'il a créé lui-même à Genève en 1979. M. Amsler a une solide expérience d'ingénieur, acquise à la fois en Suisse et à l'étranger, ainsi que de cadre gestionnaire.



Lawrence D. Eicher

Secrétaire général

entré à l'ISO en 1980 en qualité de Secrétaire général adjoint, est Secrétaire général de l'Organisation depuis 1986. Auparavant, il avait occupé différents postes de direction aux États-Unis au sein du National Bureau of Standards, aujourd'hui National Institute of Standards and Technology (NIST), dont celui de Directeur de l'Office of Engineering Standards. Il possède une grande expérience

universitaire en matière de recherche dans le domaine de la chimie physique.



Membres

À la fin de 2001, l'ISO comprenait les principaux organismes de normalisation de 141 pays.

Sur ce nombre, 92 sont des comités membres, habilités à participer et à exercer leurs pleins droits de vote au sein de l'ISO.

L'ISO compte également 37 membres correspondants. Il s'agit généralement d'organisations dans des pays qui n'ont pas encore entièrement développé leurs activités nationales en matière de normalisation. Les membres correspondants ne prennent pas une part active aux travaux techniques de l'ISO et n'ont pas le droit de vote; ils sont néanmoins habilités à assister aux réunions en qualité d'observateurs et à être tenus pleinement informés des travaux qui les intéressent.

De plus, l'ISO compte 12 membres abonnés. Ces derniers proviennent de pays à économie très restreinte. Ils paient une cotisation de membre réduite qui leur permet néanmoins d'être en contact avec la normalisation internationale.



Comités membres

Afrique du Sud (SABS)
 Algérie (IANOR)
 Allemagne (DIN)
 Arabie Saoudite (SASO)
 Argentine (IRAM)
 Arménie (SARM)
 Australie (SAI) Autriche (ON)
Bangladesh (BSTI)
 Barbade (BNSI) Bélarus (BELST)
 Belgique (IBN)
 Bosnie- Herzégovine (BASMP)
 Botswana (BOBS) Brésil (ABNT)
 Bulgarie (BDS) **C**anada (SCC)
 Chili (INN) Chine (CSBTS)
 Chypre (CYS) Colombie (ICONTEC)
 Corée, République de (KATS)
 Corée, République Populaire Démocratique de (CSK) Costa Rica

(INTECO) Croatie (DZNM)
 Cuba (NC) **D**anemark (DS)
Égypte (EOS) Émirats Arabes Unis (SSUAE)
 Équateur (INEN)
 Espagne (AENOR) Éthiopie (QSAE)
 Ex-République yougoslave de Macédoine (ZSM) **F**inlande (SFS)
 France (AFNOR) **G**hana (GSB)
 Grèce (ELOT) **H**ongrie (MSZT)
Inde (BIS) Indonésie (BSN)
 Iran, République Islamique d' (ISIRI)
 Iraq (COSQC) Irlande (NSAI)
 Islande (IST) Israël (SII)
 Italie (UNI) **J**amaïque (JBS)
 Japon (JISC) **K**azakhstan (KAZMEMST)
 Kenya (KEBS)
 Koweït (KOWSMD) **L**ibyen, Jamahiriya Arabe (LNCSM)
 Luxembourg (SEE) **M**alaisie (DSM)
 Malte (MSA) Maroc (SNIMA)
 Maurice (MSB) Mexique (DGN)
 Mongolie (MNCSM) **N**igéria (SON)
 Norvège (NSF) Nouvelle-Zélande (SNZ)
Ouzbékistan (UZGOST)
Pakistan (PSQCA) Panama (COPANIT)
 Pays-Bas (NEN)
 Philippines (BPS) Pologne (PKN)
 Portugal (IPQ) **R**oumanie (ASRO)
 Royaume-Uni (BSI) Russie, Fédération de (GOST R)
Singapour (PSB) Slovaquie (SUTN)
 Slovénie (SIST) Sri Lanka (SLSI)
 Suède (SIS) Suisse (SNV)
 Syrienne, République Arabe (SASMO)
Tanzanie, République Unie de (TBS)
 Tchèque, République (CSNI)
 Thaïlande (TISI) Trinité-et-Tobago (TTBS)
 Tunisie (INNORPI)
 Turquie (TSE) **U**kraine (DSTU)
 Uruguay (UNIT) USA (ANSI)
Venezuela (FONDONORMA)
 Viet Nam (TCVN) **Y**ougoslavie (SZS)
Zimbabwe (SAZ)



Membres correspondants

Albanie (DPS) Azerbaïdjan (AZGOST) **B**ahreïn (BSMD)
 Bolivie (IBNORCA)
 Brunéi Darussalam (CPRU)
Cameroun (CCNQ)
 Congo, La République Démocratique du (OCC)
 Côte d'Ivoire (CODINORM)
El Salvador (CONACYT)
 Estonie (EVS) **G**uatemala (COGUANOR) **H**onduras (COHCIT)
 Hong Kong, Chine (ITCHKSAR)
Jordanie (JISM) **K**irghizistan (KYRGYZST) **L**ettonie (LVS)
 Liban (LIBNOR) Lituanie (LST)
Macao, Chine (CPTTM)
 Madagascar (BNM) Malawi (MBS)
 Moldova, République de (MOLDST)
 Mozambique (INNOQ) **N**amibie (NSIQO) **N**épal (NBSM)
 Nicaragua (DTNM) **O**man (DGSM)
 Ouganda (UNBS) **P**apouasie-Nouvelle-Guinée (NISIT) Paraguay (INTN)
 Pérou (INDECOPI)
Qatar (QS) **R**wanda (ORN)
Sainte-Lucie (SLBS) Seychelles (SBS)
 Soudan (SSMO)
Turkménistan (MSIT)



Membres abonnés

Bénin (CEBENOR)
 Burkina Faso (FASONORM)
Cambodge (ISC)
 Comores (CSNQ)
Dominicaine, République (DIGENOR) Dominique (DBOS) **F**idji (FTSQCO)
Grenade (GDBS)
 Guyana (GNBS) **L**esotho (LSQAS) **M**ali (MLIDNI)
Palestine (PASI)

La contribution des comités membres de l'ISO à l'élaboration des normes

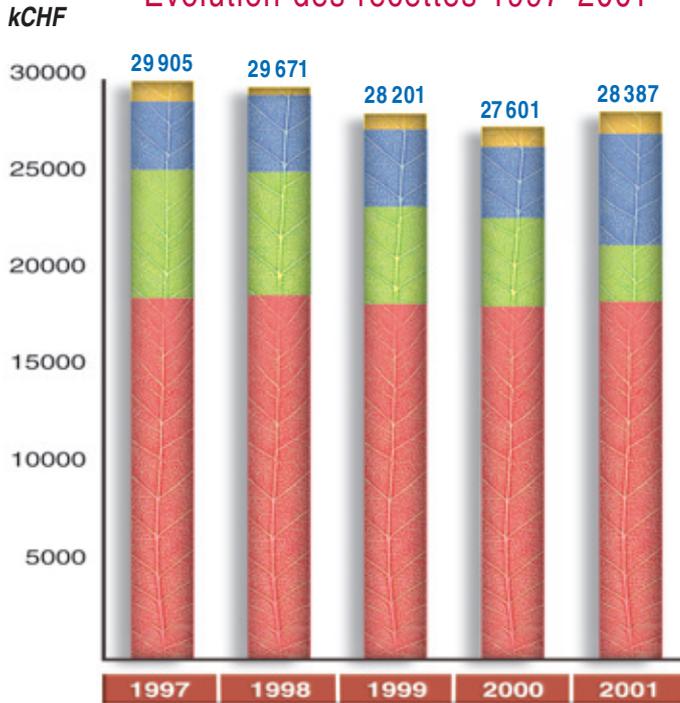
Comité membre	Nombre de secrétariats (TC/SC)	Nombre d'animateurs (WG)
ABNT (Brésil)	4	5
AENOR (Espagne)	8	6
AFNOR (France)	85	188
ANSI (USA)	136	471
ASRO (Roumanie)	1	–
BIS (Inde)	8	3
BSI (Royaume-Uni)	106	328
CSBTS (Chine)	6	13
CSNI (République tchèque)	1	2
DIN (Allemagne)	124	360
DS (Danemark)	8	33
DSM (Malaisie)	2	2
ELOT (Grèce)	1	2
GOST R (Fédération de Russie)	15	11
IBN (Belgique)	4	27
ICONTEC (Colombie)	1	1
IPQ (Portugal)	3	8
ISIRI (Iran, Rép. Islamique d')	3	2
JISC (Japon)	36	110
KATS (République de Corée)	5	4
MSZT (Hongrie)	1	1
NEN (Pays-Bas)	19	72
NSAI (Irlande)	–	5
NSF (Norvège)	19	35
ON (Autriche)	3	9
PKN (Pologne)	5	4
PSB (Singapour)	–	2
SABS (Afrique du Sud)	7	1
SAI (Australie)	15	48
SCC (Canada)	21	64
SFS (Finlande)	3	10
SII (Israël)	3	2
SIS (Suède)	28	100
SNV (Suisse)	20	33
SNZ (Nouvelle-Zélande)	2	3
SUTN (Slovaquie)	1	–
TISI (Thaïlande)	–	2
TSE (Turquie)	3	–
UNI (Italie)	17	35





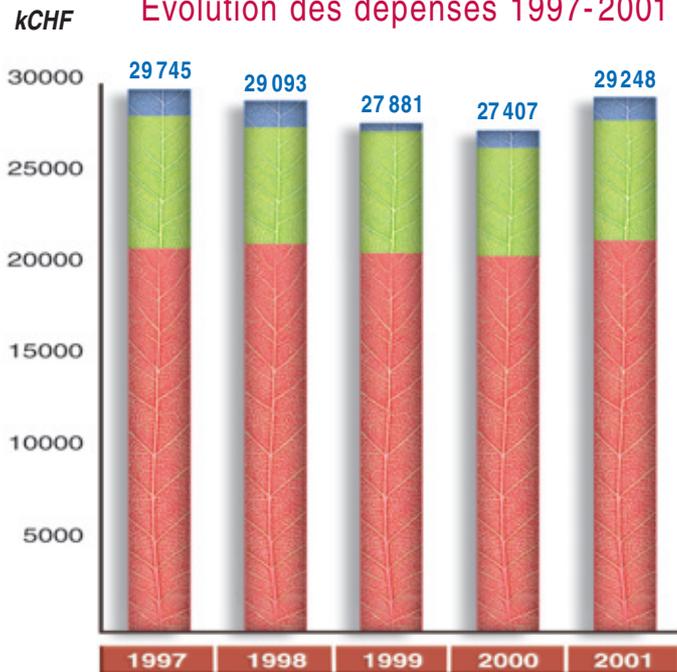
État financier

Évolution des recettes 1997-2001



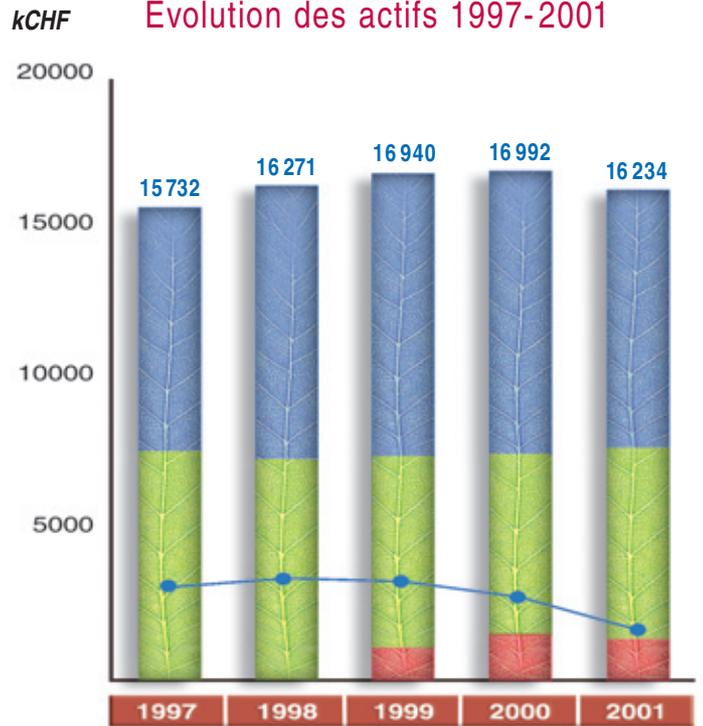
- Autres services
- Redevances
- Ventes des publications
- Cotisations

Évolution des dépenses 1997-2001



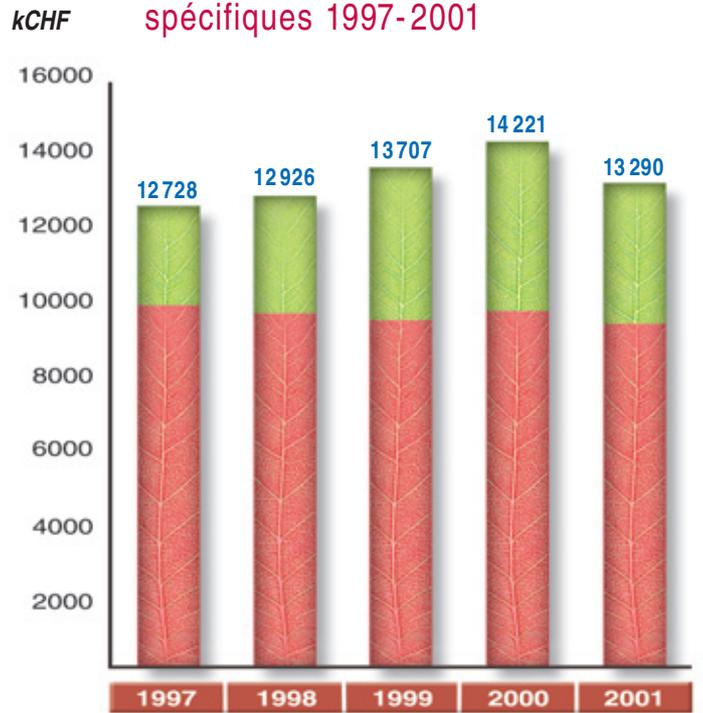
- Investissements*
 - Consommables
 - Salaires
- *Nouvelle politique d'amortissement introduite en 1999

Évolution des actifs 1997-2001



- Disponible et réalisable à court terme
- Réalisable à long terme
- Immobilisations
- Exigibles

Évolution des fonds généraux et des provisions pour projets spécifiques 1997-2001



- Provisions pour projets spécifiques
- Fonds généraux

